



COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 21 SEPTEMBRE 2023

EPS non assurée à la rentrée : une honte française ?

En pleine coupe du Monde de rugby et alors que notre pays accueillera les JOP à l'été 2024, l'état des lieux de l'EPS à cette rentrée est catastrophique dans notre académie.

Toutes les études s'accordent sur la nécessité de développer la pratique physique et sportive pour les jeunes. De plus, plusieurs rapports parlementaires affirment que « la revalorisation de l'EPS apparait comme un enjeu majeur de l'héritage olympique » * ou « un besoin urgent de revaloriser l'EPS à l'école »**.

Mais si les « coups de communications » du gouvernement sur le « plus de sport à l'école » saturent les antennes, la réalité du terrain est toute autre !

Dans notre Académie, nous avons recensé 42 établissements où des horaires n'étaient pas assurés dès la rentrée. Cela représente 667 heures hebdomadaires. C'est l'équivalent de 10 collèges de taille moyenne sans EPS dès la rentrée !

Cette situation est inadmissible quand de nombreux étudiant.es STAPS souhaitent devenir professeurs d'EPS et passent le CAPEPS : c'est le gouvernement qui bloque volontairement les recrutements.

A force de dégrader le métier, le ministère risque de construire de toute pièce une crise d'attractivité du métier de professeur d'EPS : ce serait une catastrophe pour les élèves, toute notre profession et pour la pratique sportive et artistique en France.

Nous appelons usagers et personnels à se mobiliser pour exiger des recrutements et une École publique de qualité où l'EPS est respectée.

Contact : Nathalie LACUEY
Secrétaire académique du SNEP-FSU
06.83.16.20.48. s3-bordeaux@snepfsu.net

**Rapport d'information sur « les retombées des Jeux olympiques et paralympiques de 2024 sur le tissu économique et associatif local » Stéphane PEU, Stéphane MAZARS, députés*

*** Avis de la commission des affaires culturelles et de l'éducation sur le PLF 2023, secteur sport jeunesse et vie associative. Claudia ROUAUX, députée*